



Compte-rendu de la réunion du 21 novembre 2016

Géopolitique de l'énergie : retour de l'OPEP ? Modifications du mix énergétique

1. Introduction au Cycle de réunions IDées 2016-2017

Fonctionnement des réunions IDées

Alexandre ROJEY, Animateur IDées

Introduction à la réunion

Jean-Pierre FAVENNEC, Animateur Idées et Professeur IFP School

La présentation pdf est disponible sur le site de la Fondation

- Le contexte actuel est marqué par un ralentissement de la croissance mondiale (2,8% en 2015 contre 3,4% en 2014), une stagnation de la consommation d'énergie, une stabilisation des émissions de CO2 et une stagnation du prix du pétrole, entraînant une chute des investissements.
- Il existe de nombreuses incertitudes, compte-tenu des événements récents : Brexit, Accord de Paris et COP 22, Élection de Donald Trump, rapprochement Turquie - Russie et relance du gazoduc « Turkish Stream ».

2. Exposés

Tendances des marchés pétroliers et gaziers – Équilibres régionaux et possibilités de ruptures

Didier HOUSSIN, Président de l'IFPEN

La présentation pdf est disponible sur le site de la Fondation

- De 1995 à 2015, les importations de pétrole et de gaz naturel se sont fortement accrues en Asie. Elles ont stagné pour le pétrole et modérément cru pour le gaz en Europe. Elles ont diminué à la fois pour le pétrole et pour le gaz aux États-Unis. Le Moyen-Orient, l'ex-URSS et Afrique sont les zones qui ont sensiblement augmenté leurs exportations.
- Les principaux changements sont intervenus aux États-Unis en raison d'une augmentation spectaculaire de la production d'huile et de gaz de schiste, qui a été permise par la réduction des coûts de production. Cette progression est toutefois ralentie, en raison de la chute des cours. D'importateurs nets, les États-Unis pourraient passer au statut d'exportateur net. La baisse du prix du gaz naturel a été fortement bénéfique à l'industrie américaine.
- La chute des cours du pétrole a entraîné une forte baisse des investissements, qui pourrait provoquer à terme un « supply crunch ».
- Selon les scénarios considérés concernant la situation aux États-Unis, il pourrait en résulter un effet de pression ou au contraire de détente sur les prix.



- On peut envisager un pic de la demande de pétrole vers 2025-2030, lié notamment à l'augmentation du nombre de véhicules électriques (450 Millions en 2040 ?) et de la production de biocarburants (9 Mb/j en 2040 ?).
- Le gaz naturel a subi la concurrence du charbon et des ENR. Il reste néanmoins la seule énergie fossile en croissance.
- L'Union Européenne prévoit une forte baisse de sa consommation de charbon d'ici 2050, afin de réduire les émissions de CO₂. Une telle évolution devrait bénéficier au gaz naturel.
- En Chine, le gaz naturel a fortement progressé en niveau relatif, mais le charbon reste ultra-dominant.
- Les capacités de production de GNL demeurent excédentaires jusqu'en 2020. Au-delà, les incertitudes demeurent fortes concernant des pays comme l'Argentine, la Chine ou l'Australie.
- D'ici 2035, le gaz non conventionnel pourrait représenter de 20 à 34% de la production mondiale.
- En conclusion, les incertitudes demeurent fortes concernant à la fois le pétrole (Prix faible ou choc à venir ? Stratégie OPEP ? Progression des véhicules électriques et des biocarburants) et le gaz naturel (Pic ou déclin en OCDE ? ENR, opportunité ou menace ? Compétition avec le nucléaire et le charbon ?).

Situation au Moyen Orient ; conflits et coopérations ; impact sur le marché de l'énergie

Francis PERRIN, Président de Stratégies et Politiques Énergétiques

La présentation pdf est disponible sur le site de la Fondation

- Le Moyen-Orient est une région hautement stratégique. Il comprend l'Arabie Saoudite, l'Irak et l'Iran, mais il peut être élargi au Proche-Orient, en englobant l'Égypte, le Liban et Israël. Il comprend un peu moins de 50% des réserves de pétrole et un peu moins de 40% des réserves de gaz.
- La situation actuelle fait apparaître plusieurs questions majeures. Tout d'abord, celle des frontières, qui ne coïncident pas nécessairement avec celles des gisements, ce qui peut être source de conflits (par exemple, champs au large d'Israël, également revendiqués par le Hezbollah libanais).
- Le printemps arabe a eu un impact globalement négatif en Libye, en Égypte devenue importatrice de gaz et non plus exportatrice, en Syrie et au Yémen (arrêt des exportations de GNL).
- L'État Islamique a pris le contrôle d'une partie des gisements de pétrole en Irak et en Syrie, ce qui lui assure la fourniture de carburants et une source importante de revenus.
- Les sanctions économiques ont joué un rôle important en Iran. La levée des sanctions extraterritoriales début 2016 a permis aux compagnies européennes de revenir en Iran. Avec l'arrivée de Donald Trump, se pose la question de l'avenir des relations entre les États-Unis et l'Iran et, notamment, de la politique de sanctions.



- En Irak, on observe une montée significative du niveau de production. Avec une production de 4,6 Mb/j, l'Irak est devenu le deuxième producteur au Moyen-Orient, devant l'Iran.
- L'Iran retrouve progressivement sa situation d'avant 2012, date de l'embargo européen. Sa production s'est élevée à près de 2,9 Mb/j en 2015 et a atteint 3,7 Mb/j en octobre 2016, le niveau des exportations se situant à un peu plus de 2 Mb/j.
- Le problème de l'Iran concerne principalement les investissements et la nécessité de faire revenir les compagnies pétrolières internationales.
- Les mauvaises relations entre l'Arabie Saoudite et l'Iran compliquent la conclusion d'accords au sein de l'OPEP. La réunion de Doha en avril 2016, qui visait à fixer des quotas de production, a échoué. L'Iran a refusé de limiter sa production, en raison du passif entraîné par les sanctions. La réunion d'Alger en septembre 2016 a marqué une ouverture. L'accord d'Alger laisse en dehors d'un éventuel gel du plafond de production la Libye, le Nigeria et l'Iran dont les productions sont affectées par des raisons particulières.
- Compte-tenu de la production d'hydrocarbures de schiste, les États-Unis sont actuellement moins concernés par le pétrole au Moyen-Orient, ce qui pourrait conduire à une évolution de leurs relations avec l'Arabie Saoudite. Ils doivent toutefois tenir compte de leurs alliés (Union Européenne, Japon, Israël). Par ailleurs, ils ont des intérêts stratégiques à défendre, sans que l'on sache comment leur position dans ce domaine va évoluer.
- La Chine devient dépendante des importations pétrolières et va sans doute s'impliquer davantage au Moyen-Orient.

3. Discussion / Conclusion

Débat animé par Jean-Pierre Favennec, Animateur du Groupe Géopolitique

Les facteurs de crise

- La présence de l'État Islamique constitue un premier facteur de crise. L'intervention occidentale a été relativement tardive. Pendant longtemps des convois de camions ont pu circuler. La capacité de production de l'État Islamique a fortement chuté récemment. Après avoir atteint un niveau de 70 000 à 80 000 b/j en 2014, elle est retombée à environ 20 000 b/j.
- L'Arabie Saoudite se trouve dans une situation relativement difficile, en ayant consommé environ 160 Milliards de dollars sur ses réserves monétaires, qui s'élevaient à 750 Milliards de dollars. Elle est confrontée à son déficit budgétaire qui peut l'amener à réviser sa politique, mais avec des risques importants pour sa stabilité politique.
- L'Iran demeure dans une situation relativement précaire et incertaine.
- La production d'hydrocarbures de schiste contribue à aggraver sensiblement les difficultés rencontrées par les pays de la région. Les progrès techniques ont abaissé le coût de production de l'huile de schiste de 50-60 \$/b à environ 30 \$/b.



- Les pays consommateurs bénéficient d'un prix du pétrole relativement bas, mais au-dessous d'un certain niveau, il existe un risque de déstabilisation de l'économie mondiale.

Les négociations entre pays producteurs

- L'OPEP reste confrontée à la difficulté de parvenir à un accord. Une réunion est prévue à Vienne, le 30 novembre, pour tenter de faire baisser le niveau de production. Au-delà d'un accord formel, il sera nécessaire également de pouvoir le faire respecter. L'OPEP ne dispose pas d'un véritable mécanisme de contrôle.
- La position des pays non OPEP fait également partie des facteurs qui vont influencer la suite des négociations à l'intérieur de l'OPEP. Des pays comme la Russie, mais aussi le Mexique et le Kazakhstan sont concernés.
- La Russie joue un rôle de puissance d'équilibre. Elle se déclare prête à geler sa production et par ailleurs intervient dans les négociations avec l'Iran. Sa position reste néanmoins relativement ambiguë.
- La Russie est confrontée à des difficultés liées aux sanctions, qui rendent difficiles le financement de ses grands projets, notamment Yamal LNG. Elle tente de sortir des contraintes imposées par l'utilisation du dollar, mais la situation a encore peu évolué dans ce domaine.

Le rôle de la transition énergétique

- Les négociations climatiques n'ont eu jusqu'à présent qu'un impact limité sur les marchés pétroliers.
- Les ENR représentent une opportunité pour le gaz naturel, qui est capable d'assurer le back-up des sources intermittentes (solaire et éolien).
- La chute des cours du pétrole va ralentir la transition énergétique.
- La nécessité de limiter les émissions de CO2 va favoriser le gaz naturel durant toute la période de transition. Dans ces conditions, les liquides de gaz naturel vont jouer un rôle croissant.

4. Prochaine réunion

Groupe Idées Géopolitique

Lundi 27 février 2017
Domaine de Vert Mont